

# **GRANDE CONFERENCE REGIONALE DU CENTRE-OUEST**

**DU JEUDI 03 JUIN 2010**

**A L'UNIVERSITE DE KOUDOUGOU**

**Thème central : « Rôle de quelques élites politiques du Centre  
Ouest dans les luttes pour l'Indépendance »**

**Par Pr Basile L. GUISSOU  
Directeur de Recherche  
INSS/CNRST Ouaga**

## **Introduction : le récit de la chasse**

Le professeur Joseph Ki-Zerbo a dit que le récit de la chasse est toujours différent selon que c'est le chasseur ou le gibier qui raconte. C'est vrai. Le chasseur raconte sa version et sa vision. Le gibier aussi dira les choses selon sa vision.

L'histoire de la colonisation française en Haute-Volta continue de s'écrire plutôt difficilement, tellement le déséquilibre est grand entre « les versions et les visions » écrites des colonisateurs (anthropologues, ethnologues, historiens, journalistes, hommes politiques) et ceux des colonisés. Il y a très peu de témoignages écrits, très peu d'archives et très peu d'acteurs encore vivants. Même le concept du colonisateur français n'a pas encore le même sens et le même contenu pour tous ceux qui s'y intéressent. En France par exemple lorsqu'on évoque l'occupation nazie et la résistance, presque tout le monde s'accorde sur le sens et le contenu. En Afrique, et au Burkina, ce n'est toujours pas évident. A ma connaissance, seuls quelques rares livres permettent de connaître et de comprendre ce qu'a été l'occupation coloniale française. Il y a :

1. Léopold Kaziendé dans « Souvenirs d'un enfant de la colonisation » en 6 tomes, édité aux Editions Assouli à Porto Novo (Benin). Sans date. Ces six (6) livres racontent toute la vie de l'auteur depuis son enfance à Kaya

- (Haute-Volta) jusqu'à la prison politique au Niger, après le coup d'Etat du Colonel Seiny Kountché en 1973/74. C'est Léopold Kaziendé, instituteur, qui a recruté et enseigné Seiny Kountché à l'école primaire.
2. Hamadou Ampâté BA dans son livre « Oui mon commandant » publié en 1996 aux éditions Actes Sud-Babel à Paris (France) raconte sa vie de commis (fonctionnaire) « précaire et révocable » sous la colonisation française. Il a travaillé au bureau du commandant du cercle de Ouagadougou dans les années 1920-1930.
  3. Aimé Césaire a écrit « discours sur le colonialisme » qui reste une référence dans l'analyse du phénomène dans ses aspects les plus humiliants et les plus dégradants.
  4. Le docteur Frantz Fanon, psychanalyste, a aussi diagnostiqué la société coloniale, la culture et la psychologie du colonisé dans « peaux noires, maques blancs », Editions Maspéro (Paris).
  5. Ahmadou Abdoulahi Dicko a publié « journal d'une défaite », qui relate au jour le jour la campagne du référendum gaulliste du 28 septembre 1958 en Haute-Volta. 1992. Éditions l'Harmattan. Paris (France). Tous les travers des élections actuelles en Afrique s'y retrouvent pour prouver à celui qui veut comprendre que c'est de la France du Général De Gaulle que nous avons hérité de ce système politique qui ne marche pas. La démocratie reste à être réappropriée par les peuples africains qui doivent l'inculturer, la domestiquer pour qu'elle soit la leur et pas un produit importé.

Ces quelques livres sont rares à trouver et ne sont pas enseignés systématiquement dans nos écoles, lycées et universités. En un mot comme en mille mots, l'Afrique officielle et le Burkina en particulier, ont de la peine à se constituer une mémoire collective et commune sur la colonisation européenne. Ce cinquantenaire de l'Indépendance constitue un moment fort de communion et de réflexion critique sur notre niveau réel de maîtrise du fait colonial et de ses

conséquences actuelles. C'est dans le processus de la recherche d'une connaissance la plus scientifique possible de cette période historique, que nous apprécierons plus objectivement les mérites de nos grands pères et de nos pères. Partout où il y a l'oppression, il y a la lutte. C'est une loi.

La colonisation provoque la résistance et la lutte anti-colonialiste. Le refus de la domination coloniale est resté une constante en Afrique, au Burkina Faso et donc dans notre région du Centre-Ouest.

D'autres éminents collègues vont vous le démontrer dans leurs communications tout à l'heure. Moi, c'est sur quelques visages, quelques noms très connus, connus ou très peu connus que mon propos va se limiter : Charles Nacuzon Nignan, Philippe Zinda Kaboré, René Bagora Bassinga , Henri Marcel Guissou, Bamina Nébié Georges, Maurice Yaméogo, Blaise Bazomboué Bassolet, Blaise Benon.

## **I. LES CREATEURS DU RDA ET LES AUTRES**

Quand les premiers parlementaires élus (Députés, Sénateurs, Conseillers, etc.) en 1946 décident de se retrouver du 16 au 18 octobre à Bamako (Mali actuel) pour créer le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), des filles et fils de notre région étaient présents.

Le RDA est le premier parti politique africain transnational et anti-colonialiste. Son manifeste est clair. Il prône l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens de l'AOF, de l'AEF et de la France Métropolitaine. Il rejette le statut raciste des « sujets français », lettrés et non lettrés en français. Il dénonce les travaux forcés, les corvées, les impôts de capitation et toutes les formes de brimades contre les colonisés.

Parmi les premiers militants anticolonialistes voltaïques, des noms, des faits et des actes sont restés et continuent d'être cités en référence. Le plus célèbre des créateurs et membres fondateurs du RDA, fils de notre région reste

incontestablement Philippe Zinda Kaboré, le « premier député de Haute-Volta au parlement français » selon le titre du livre de Désiré Kaboré<sup>1</sup>.

Ma chance pour mieux connaître et mieux présenter Philippe Zinda Kaboré est que, le 25 mai 2010 (il y a à peine dix (10) jours), sa fille unique (Alice Kaboré<sup>2</sup>) et le fils de son camarade de lutte (Désiré Kaboré) ont dédié deux (2) livres sur lui, à Ouagadougou.

Ces deux ouvrages constituent un véritable trésor pour ceux qui veulent connaître et l'homme et son combat politique. Il est décédé le 25 mai 1947 à Abidjan, à l'âge de 27 ans dans les bras de son frère et camarade Dominique Kaboré. Il était le plus jeune député du Parlement français. Les lettres de Philippe Zinda à Dominique ne peuvent pas se commenter ici. Il faut les lire et les relire tranquillement pour saisir toute la profondeur de la révolte intérieure contre l'ordre colonial qui animait le jeune militant. Ses idées et son idéal politique sont contagieux parce qu'ils sont justes et vrais.

Toujours premier de sa classe, il sort major de sa promotion de l'école William Ponty de Dakar, avec 18/20 de moyenne générale, comme premier pharmacien de la Haute-Volta en 1942. Incontestablement nous avons là un génie. Comme beaucoup de génies, il aura une existence très brève et même trop brève. Il est mort à 27 ans, sur le chemin de Paris où il allait défendre le dossier de la reconstitution de la Haute-Volta. Notre « Moïse national », la comparaison est de Désiré Kaboré, ne verra pas la terre promise. Mais son peuple verra le territoire de la Haute-Volta reconstitué le 4 septembre 1947, quatre (4) mois après la disparition de Philippe Zinda Kaboré.

Les deux (2) livres publiés sur l'homme battent en brèche toutes les accusations gratuites, les dénigrements sans réserve et surtout, les volontés politiques mal camouflées d'effacer l'homme et son noble combat de la mémoire collective nationale.

A la mort de Zinda Kaboré, la scène politique nationale n'était pas vide de combattants pour continuer la lutte. Concernant précisément le dossier de la

---

1

2

reconstitution du territoire, c'est le conseiller de la République, élu par le Conseil Général, Lallerêmea Henri Marcel Guissou, qui sera le rapporteur le 19 août 1947 pour présenter, défendre et faire adopter le projet de loi reconstituant la Haute-Volta (cf. Journal officiel français du 20 août 1947).

Est-ce le hasard qui aura voulu que les deux (2) frères se passent le témoin pour faire aboutir cette revendication patriotique qui aura duré quinze (15) longues années ?

Ces deux hommes ont été trainés dans la boue, été accusés tantôt de : (je cite) « tribun violent qui n'hésite pas à jouer du poing. A Bobo on vient un jour le prévenir qu'un Européen avait chassé des africains de son bar parce que les « noirs sont sales ». Le député fait irruption dans le bar. Il boxe le patron, l'envoie à terre. Il saccage l'établissement et proclame que si des français trouvent les noirs sales, ils n'ont qu'à retourner en France et y rester, le colonialisme étant terminé... » cf « Comment perdre le pouvoir ? le cas de Maurice Yaméogo » de Frédéric Guirma .1991.Editions Chaka. Paris (France) page 41.

Plus loin, à la page 63, c'est le tour de Henri Guissou que l'auteur apprécie en ces termes : « Henri Guissou s'adonne aussi à d'occasionnelles foucades déclenchées par son impulsivité naturelle. Un jour, il décoche une gifle cinglante à un commandant de cercle au cours d'une réunion publique. Un autre jour, à travers les bureaux du gouvernement, sous les yeux terrifiés de gardes ne sachant que faire et devant les fonctionnaires médusés, il poursuit le gouverneur Mouragues, qui fuit devant lui, en brandissant un petit couteau mossi. Ces écarts de conduite, ne mettent pas en cause les questions politiques fondamentales » (fin de citation).

Si Zinda Kaboré est « l'insulteur du Moogo Naaba » et le « Communiste RDA », Henri Guissou est le gifleur du blanc, « impulsif et volcanique », « l'homme des chefs traditionnels mossi », qu'en est-il de Maurice Yaméogo ?

Frédéric Guirma et beaucoup d'autres chroniqueurs politiques partisans ne lui attribuent que des défauts et pratiquement aucune qualité. Les simples faits

incontestables qu'il a été le premier Président de la Haute-Volta, celui qui a proclamé la République, qui a refusé de signer les « accords secrets de défense » avec la France et obtenu le départ de la base militaire française de Bobo, ne valent rien aux yeux de ses détracteurs. Et pourtant, les faits sont les faits, ils « sont têtus et objectifs » comme le dit Lénine. Maurice Yaméogo est dans l'histoire politique officielle de notre pays. Nul ne peut effacer cela par son seul désir subjectif.

Parmi tous les fils et filles de la région du Centre-Ouest, qui ont participé à la lutte pour l'Indépendance politique, il est celui qui a occupé la place la plus élevée et la plus prestigieuse. Quoi de plus normal, en fait, qu'il soit tant attaqué ? Il reste notre père et nous lui devons respect et considération.

## **II. DES COMBATTANTS PARMIS D'AUTRES**

Ici, ce sont des personnalités politiques sur lesquels il manque des témoignages écrits mais que la mémoire populaire continue de célébrer.

Nacuzon Charles Nignan, greffier de justice, ambassadeur de la Haute-Volta en Côte-d'Ivoire, a été un militant actif du RDA qui a participé à l'historique congrès de Bamako. Il est décédé très tôt (17 avril 1962) et n'a pas pu apporter encore plus au combat de son peuple.

Bamina Georges Nébié est décédé il y a 2 ans à peine (2008). Directeur d'école primaire, député, ministre et ambassadeur à Moscou, il est reconnu comme un des éléments révolutionnaires du premier gouvernement de la Haute-Volta. Ministre de la défense, c'est lui qui a conduit les discussions sur la fermeture de la base militaire française. A juste titre, il soutiendra que l'Indépendance politique est incompatible avec le maintien de troupes militaires étrangères sur le sol de la Haute-Volta. Les mémoires du Général Lamizana contiennent des informations importantes sur le rôle joué par Bamina Georges Nébié.

Réné Bagora Bassinga, agent des finances, a été un camarade de lutte de Ouezzin Coulibaly au sein du RDA. Il occupera entre autres, le poste de Ministre des Finances de la Haute-Volta.

Blaise Bazomboué Bassoleth, agent de la Météo, militant syndical et politique anti-colonialiste, comme son épouse, a été conseiller de la République, député, sénateur, directeur de cabinet de la Présidence.

Benon Blaise, administrateur civil, commandant de cercle, a été député élu de l'Assemblée nationale de la Haute-Volta en tant que militant du RDA. En pleine révolution, il me disait en 1984 ceci :

« même si vous dites que nous avons fait pendant 23 ans une politique de démission nationale, et de gabégie, au moins, nous vous avons mis au monde ; c'est rien ça » ? Il avait raison. Ce n'est pas rien.

## **EN GUISE DE CONCLUSION**

Dans un article publié dans le N° 31 de novembre 2008 des « cahiers du cerleshs » de l'Université de Ouagadougou (pages 39-53), je me demandais si les burkinabé n'avaient pas peur de leur histoire. Il est souhaitable que chaque citoyen conscient recherche et apporte sa contribution à une meilleure connaissance de notre histoire commune, pour créer et entretenir des repères communs, acceptés et compris par tous. Faut-il toujours chercher à tuer son père pour pouvoir s'affranchir du statut de « fils » et affirmer aussi sa personnalité de manière autonome et indépendante ? Mort ou vivant, le père reste le père. Nul parricide ne peut effacer la « dette de sang » qu'un fils doit à son père.

Notre histoire politique doit se comprendre ainsi. Si on examine sérieusement la façon dont les hommes politiques, anciens et nouveaux, se présentent à l'opinion et présentent l'histoire politique du pays, à travers les écrits, discours et autres apparitions à la télévision, notre passé politique se présente comme un saucisson coupé en tranches isolées les unes des autres. Il n'y a pas de fil conducteur, de dénominateur commun qui facilite la compréhension du passage d'une époque à l'autre, d'un régime politique à un autre, avec les « plus » et les « moins » que chacun a apporté. Cette approche acceptée et non remise en cause par des

réactions vives, et bien argumentées de la part des chercheurs en sciences sociales et humaines nous empêche de capitaliser constructivement notre riche histoire politique. Elle est originale et possède la somme d'expériences individuelles et collectives capable de tracer des voies novatrices, des idées mûrement conçues et des propositions de solutions qui ouvrent sur un avenir meilleur pour le pays et pour son peuple ».

Je vous remercie.